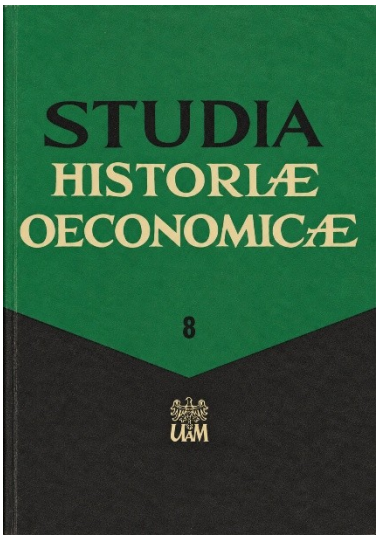


Madajczyk, Cz. (1973) 'Principes généraux et caractère des transferts de population opérés par les Nazis', *Studia Historiae Oeconomicae*, 8, pp. 3–34.

https://doi.org/10.14746/sho.1973.08.1.001

Text of article:
https://pressto.amu.edu.pl/index.php/sho/article/view/57672

The text was digitised from an earlier printed edition of *Studia Historiae Oeconomicae*. The digitisation process involved scanning, automated optical character recognition (OCR), and subsequent manual verification of the recognised text. The original source material is held by the Collegium Historicum Library at Adam Mickiewicz University, Poznań.
bch.amu.edu.pl

The task was carried out within the framework of the competition "Social Responsibility of Science II – Support for Scientific Libraries". The project entitled "Digitization of archival editions of scientific journals collected by the Library of the Coll. Historicum of Adam Mickiewicz University". The project was co-financed from state budget funds granted by the Minister of Science within the framework of the Programme Social Responsibility of Science II. Support for Scientific Libraries (agreement no. BIBL/SP/0092/2024/02 of 05.12.2024).

Total value of the project: PLN 247,236.00. Amount of co-financing: PLN 220,836.00.









STUDIA HISTORIAE OECONOMICAE
UAM Vol. 8 — 1973 Poznań 1973

Czesław Madajczyk (Warszawa)

PRINCIPES GÉNÉRAUX ET CARACTÈRE DES TRANSFERTS DE POPULATION OPÉRÉS PAR LES NAZIS

Par „transferts de population nazis" j'entends toutes les formes de l'exmission forcée de population non allemande (Aussiedlung, Ausweisung, Verdrängung, évacuation ou exmission); ce concept embrasse également:
— certaines formes d'évacuation de la population, l'abandon en masse forcé du domicile permanent pour de longues périodes de temps causé par la situation, la discrimination ou la terreur de l'occupation,
— l'interdiction de retour à domicile après la fuite dûe aux opérations militaires,
— le rapatriement consenti par les ethnies allemandes vivant dans d'autres pays, et leur participation à la colonisation,
— ainsi que la colonisation obligatoire.
J'en excepte par contre la déportation aux travaux forcés dans le Reich, sauf le cas de déportation de familles entières ou de ceux qui tenaient leur propre ménage, ainsi que les déportations vers les camps de concentrations et les prisons, tant dans le Reich qu'en territoire occupé, sauf s'il s'agissait d'y diriger des groupes de population évacuée.

J'y tiens également compte des transferts de population opérés par des gouvernements traîtres, ou par les groupes collaborant avec les hitlériens, s'ils ont trait aux transferts de populations opérés dans le Reich même ou par le Reich dans d'autres pays. Mes recherches comprennent aussi bien les transferts réellement effectués que ceux qui sont restés à l'état de projet.

Le libéralisme économique et politique avait laissé son empreinte sur la politique de colonisation allemande du tournant des XIX/XX s. Au cours de la Ie Guerre mondiale, en particulier pendant sa dernière année, naquirent de vastes projets de colonisation de l'Orient, liés à l'espoir de la chute de l'URSS. La défaite allemande mit fin à tous ces plans.

La IIe Guerre mondiale, pendant laquelle l'hitlérisme, s'appuyant sur des théories philosophiques racistes, montra un mépris total des droits

de l'individu et de la nation dans l'Est de l'Europe, y apporta un fonds nouveau. La germanisation des terres devint alors le mot d'ordre dominant; il s'agissait d'éliminer, de l'espace vital allemand, de toutes les populations étrangères considérées comme destructives pour le „Germanentum" et rendant impossible une germanisation durable. Les chefs et théoriciens du nazisme soulignaient avec force l'idée de l'hitlérisme comme l'héritier des conquérants médiévaux des terres slaves, et que la mission historique du Reich consiste entre autres à continuer leur oeuvre et que les méthodes et moyens employés à cette fin en territoire polonais résultent d'une expérience historique ancienne. On proclama la loi-canon que: seuls les peuples de race pure, fortement liés au sol et sans pitié envers les peuples plus faibles, pouvaient remporter la victoire dans cette lutte pour le Lebensraum.

Dès 1928, Hitler inculquait à ses partisans l'idée qu'il faut isoler (abkapseln) les groupes ethniques étrangers au point de vue de race afin d'éviter de contamination de son propre sang, ou bien les déplacer ailleurs et donner leurs terres à la population allemande. Cependant, les transferts de population étaient planifiés et opérés non seulement du point de vue de la doctrine hitlérienne; l'expérience de la I^e Guerre mondiale permet de se poser deux questions: — à quel point furent répétées les évacuations militaires résultant de la situation au front, — eurent-elles, à l'Est, le même caractère de masse?

*

On peut différencier plusieurs sortes de prémisses qui constituent la base des transferts de population hitlériens: — de politique générale, — raciales, — militaires, — de police et terreur, — liées à la stratégie prévue pour l'après-guerre.

Les prémisses ayant trait à la politique générale comprennent: le révisionnisme territorial, la tendance à limiter l'espace ethnique homogène de certaines nations au nom d'un retour à l'état existant en 1918. Leurs conséquences se firent d'abord sentir en Tchécoslovaquie; en automne de 1938, environ 90 000 habitants quittèrent les Sudètes (la plupart en étaient des Tchèques); de ce territoire ainsi que de la Slovaquie et de l'Ukraine Transcarpathienne devaient arriver au cours de la guerre (selon V. Kral) environ 450 000 personnes[1]. Pourtant ce ne fut qu'après le début de la guerre qu'eurent lieu les transferts de population faits au nom du révisionnisme territorial, concernant les terres annexées de

[1] Le 20 novembre 1938 fut conclu le traité entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie concernant l'échange de la population, suivant le principe d'option. Il perdit toute signification après l'occupation de la Tchécoslovaquie par le Reich.

diverses manières (polonaises, françaises, yougoslaves). Proclamant ce révisionnisme, Hitler annonçait qu'il allait mettre de l'ordre dans l'état ethnique de l'Europe. Dans son discours prononcé au Reichstag le 6 octobre 1939, il déclara: „Es gehört zu den Aufgaben einer weitschauenden Ordnung des europäischen Lebens, hier Umsiedlungen vorzunehmen, um auf diese Weise wenigstens einen Teil der europäischen Konfliktstoffe zu beseitigen". C'était faire semblant d'aller au-devant des postulats émis par certains savants et hommes politiques qui se prononçaient pour des frontières „nationales" et le transfert de populations qu'elles nécessitaient. En territoire polonais, on simulait tout d'abord un échange de population — des terres annexées au Général Gouvernement et vice-versa; cependant le rapport en était de 13% : 1%. Le même phénomène, bien qu'à un degré plus réduit, apparaît en France où l'évacuation de Français de Lorraine et d'Alsace s'accompagna du transfert de 20 000 personnes d'origine allemande provenant du territoire français occupé et non occupé. Ce modèle de régler les questions démographiques pouvait à la rigueur être considéré comme traditionnel; il rappelait surtout les échanges de population entre les pays balkaniques et la Turquie — le rapatriement de Grecs, Turcs et Bulgares après la guerre entre la Grèce et la Turquie.

Le même modèle avait été appliqué à une plus vaste échelle après les interventions médiatrices de Ribbentrop et de Ciano, en août 1940 (traité de Vienne) — entre la Hongrie et la Roumanie. Le cession à la Hongrie d'une partie de la province de Transylvanie s'accompagna de transferts de population allant de 150 - 200 000 personnes. De pareils transferts eurent également lieu après la conclusion du traité entre la Bulgarie et la Roumanie, le 7 septembre 1940, par lequel cette dernière cédait à la Bulgarie la partie sud de Dobroudja; ce transfert avait pourtant eut un caractère obligatoire concerté par les deux parties traitantes, tandis que tous les autres avaient été opérés par décision unilatérale ou fondés sur le principe d'option.

Le révisionnisme territorial en tant que prémisse des transferts de population se manifesta également dans la politique de la Hongrie — par rapport au territoire de la „Bačka" occupé[2] et dans la politique de la Bulgarie — par rapport au territoire de la Thrace appartenant à la Grèce.

Les principes de politique générale et raciste ont également servi de point de départ pour planifier, après l'Anschluß de l'Autriche, une „délimitation de l'espace vital" allemand et italien par voie de transfert de la vallée du Haut-Adige de 200 000 personnes environ parlant l'allemand

---

[2] C'est de là qu'on expulsait aussi les personnes arrivées après 1918, en particulier les volontaires colons Serbes qui avaient profité de la réforme agraire.

comme langue maternelle [3]. L'accord en question fut signé le 21 octobre 1939 — et on évacua par la suite environ 80 - 100 000 personnes, pour la plupart vers l'Autriche et la Slovénie occupée. Une „régulation" des frontières démographiques fut opérée, à une moindre échelle, en Finlande où après l'agression contre l'URSS, environ 265 000 Finnois retournèrent en Carélie et 65 000 habitants furent évacués en Finlande du territoire soviétique occupé (les environs du lac Peïpus et Léningrad) [4].

La tendance de Hitler à restructurer l'Europe sur des bases racistes jouait un rôle plus important que le principe de révisionnisme territorial. Rappelons le fragment de son entretien avec Rauschning, cité par A. Bullock: „Le concept de 'Nation' n'a plus de valeur. Nous devons le rejeter comme faux et le remplacer par le concept de 'Race'. Nous pouvons imaginer le nouvel ordre non dans le cadre de la 'Nation' avec son passé historique, mais uniquement dans les catégories de 'Race', ce qui dépasse ces frontières... Moi, en tant qu'homme politique, j'ai besoin d'un concept qui me permette de détruire l'ordre ancien fondé sur les bases historiques, et en introduire un nouveau, 'ahistorique', imposé et fondé sur un principe intellectuel... le concept de 'Race' s'y prête parfaitement... Le Nazisme portera sa révolution hors de nos frontières et changera la face du monde grâce au concept de 'Race' ". Les évacuations de population entreprises immédiatement après le 1 septembre 1939 au nom du révisionnisme territorial constituaient simultanément une partie du programme de restructurer l'Europe conquise sur des bases raciales. Le révisionnisme territorial dans la politique du III[e] Reich ne constituait point un facteur nouveau, mais les principes racistes en étaient un. Au cours de la première phase de la guerre (1939 - 1941) ces principes ne se manifestaient pas encore clairement; on y voit cependant apparaître déjà des éléments constitutifs de régulation de la situation démographique selon les principes de Race tels que le transfert de la population juive dans les „ghettos", l'extermination de l'intelligentsia polonaise en vue de priver la nation de ses chefs et le rapatriement de la population allemande du point de vue ethnique (ce qui peut paraître surprenant). Le phénomène de diriger vers le Reich des groupes de non-Allemands reconnus comme „ayant une valeur raciale" apparaît à un moindre degré.

Le rapatriement de la population ethniquement allemande, opéré

---

[3] Ils avaient appartenu à l'Autriche jusqu'en 1919. Après le traité de St-Germain, ils se trouvèrent à l'intérieur des frontières italiennes et ils y constituèrent un facteur d'inquiétude et d'irrédention.

[4] Plus de 45 000 réintégrèrent l'URSS après la guerre. J. B. Schechtman, European Population Transfers 1939 — 1945. N. Y. 1946, pp. 395 - 98.

pendant la guerre selon le mot-d'ordre „Sie verlieren die Heimat, um Vaterland zu gewinnen", problème auquel M. J. Sobczak a consacré d'ailleurs un article à part, attire particulièrement notre attention. Les chercheurs le considèrent d'habitude comme le début d'une nouvelle étape et de nouvelles méthodes de „réorganiser" par les hitlériens des relations ethniques existant en Europe. J. Sobczak, dans sa monographie consacrée au rapatriement remarque que l'histoire ne connaît point d'autre exemple de migrations massives de populations appartenant à un même groupe ethnique opérées sur l'initiative de leur patrie commune, dans un délai de temps aussi bref [5]. On peut cependant avoir des doutes quant au but de cette opération: a-t-elle été causée par un manque de surplus de population allemande nécessaire pour peupler les territoires polonais récemment conquis, que l'on voulait coloniser, ou bien, était-ce l'ultime réserve ethnique de l'Allemagne que l'on avait retirée, raccourcissant ainsi consciemment la frontière démographique allemande à l'Est; une fois que la minorité allemande eut cessé de constituer un atout pour le Reich dans cette partie de l'Europe. Il me semble que de telles réserves existaient en premier lieu dans la campagne allemande où l'on projetait le remembrement des fermes trop petites et le transfert à l'Est de leurs propriétaires [6]. Ce transfert d'Allemands ethniques rapatriés et dépendants de la décision et de la bonne grâce des autorités hitlériennes pouvait d'ailleurs être considéré comme plus facile que des fermiers du Reich. On connaît bien la tendance à la „Ostflucht" des colons allemands en Pologne occidentale, alors une partie du Reich. Cependant, les opérations de remembrement et de transfert de population ne purent être exécutées tant que durait la guerre; on craignait aussi d'éveiller ainsi l'inquiétude des soldats — fils de paysans auxquels, une fois la lutte terminée, devait revenir la priorité dans l'octroi des terres dans l'Est. A mon avis, ce transfert vers le Reich de plus d'un million de population ethnique allemande, habitant différents pays, avait pour but de mettre à la disposition de Berlin un groupe ethnique considéré comme le plus précieux du point de vue racial et de faciliter en même temps, dès le début de la guerre, la germanisation du territoire occupé.

On voulait, en outre, empêcher l'assimilation de l'élément ethnique allemand dans les différents pays et l'exploitation de la minorité allemande par les nations étrangères, considérées de race inférieure, suivant

---

[5] J. Sobczak, *Hitlerowskie przesiedlenia ludności niemieckiej w dobie II wojny światowej* (Les transferts de la population allemande au cours de la IIe Guerre Mondiale). Poznań 1966.

[6] Cif. G. Insberg, *L'extension et les résultats du nouveau régime agricole en Allemagne* dans „Deutsche Verwaltung" rédigé par W. Stuckart.

leurs propres intérêts [7]. Tous ces arguments m'ont décidé à ne pas admettre comme juste l'opinion de Gérard Labuda, l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire de l'expansion allemande vers l'Est, selon qui le fait que les Volksdeutschen étaient tranférés vers le Reich constituait une suite de l'Ostflucht [8].

La colonisation des territoires occupés ne se limitait pas seulement aux Allemands ethniques transférés; il y faut également tenir compte des colons allemands en provenance du Reich (Reichsdeutsche). Il y en avait dans le Wartheland, au printemps de 1944 environ 200 000, environ 192 000 en Haute Silésie et 50 000 en Poméranie ce qui constituait 40%, 15% et 50% des Allemands ethniques installés sur ces terres.

Ce ne fut qu'après l'agression contre l'URSS que s'ouvrirent des perspectives d'une expansion vers l'Est et des possibilités d'une restructuration générale conforme aux principes raciaux. Le chef du Stabshauptamt RKFDV le constate dans une brochure spécialement publiée à cette occasion [9]. Alors apparurent également les grands programmes d'évacuation et de colonisation connue sous le nom de Generalplan Ost (GPO), et parfois comme Generalsiedlungsplan (GSPl), qui comprenait outre les transferts de population à l'Eest également des plans de déplacements d'habitants à l'ouest et dans le midi de l'Europe [10].

Les causes militaires de ces procédés étaient très diverses; le plus souvent l'évacuation avait pour raison la nécessité de créer des terrains d'exercices pour la Wehrmacht et le SS, de construire des aérodromes ou des quartiers généraux comme p. ex. à Winnica. Fort souvent aussi — tout comme pendant la première Guerre mondiale — cela ne servait que de prétexte pour évacuer une population étrangère. Ces transferts de population en territoire polonais, prirent un caractère massif au cours des années 1941 - 1942; on évacua alors 150 000 personnes environ. En Ukraine occidentale, on confisqua également des terres à des fins mili-

---

[7] Cif. „Die Schutzstaffel", Vortrag vor den Leitern der WE-Lager der Hitlerjugend, 18, janvier, 1943 (BA Koblenz NS 19/512) et G. Folkert, *Die Aufgabe des Reichsführers SS als Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums.*

[8] G. Labuda, *Polska granica zachodnia* (La frontière ouest de la Pologne), Poznań 1971, p. 321.

[9] National Archives, T. 74, bobine 10, cadre n° 38983. Warszawa, „Die Festigung deutschen Volkstums als zentrale Ostaufgabe".

[10] Il devait comprendre les plans concernant la Lorraine établis le 14 octobre 1941, intitulés „Grundsätze und Richtlinien für die ländliche Siedlungsplanung (in Lothringen" préparé par Bürckel (National Archives, T-81, bobine 314, c.. 2444383--408), pour la Slovénie du Nord, auquel l'auteur n'a pu avoir accès; il connaît cependant „Anlage zu dem Generalsiedlungsplan der Grenzsiedlungszone der Untersteiermark" du mois de janvier 1942 et le „Entwurf zum Generalsiedlungsplan der Untersteiermark" (ibidem, bobine 284, s. 2406980 et 2407023-55).

taires. En France la plupart des transferts de population se sont faits durant la période des défaites allemandes, lorsqu'il a fallu évacuer les gens des zones menacées par l'attaque des Alliés; ceci, les terres avoisinant la ligne Maginot mises à part, car là le droit de séjour avait été limité plus tôt. On n'évacua tout d'abord que les personnes „non désirables" de la côte nord-ouest, ensuite, durant les années 1943/1944 et durant la période précédant l'Invasion, selon l'accord établi avec les autorités françaises de Vichy, on en évacua 350 000 habitants, et 450 000 de la côte méditerranéenne. Les évacuations furent continuées dans le Nord même après l'invasion et elles touchèrent encore 300 000 personnes [11].

Les plans du Oberkommando der Wehrmacht concernant le Nord de la France allaient plus loin — on voulait en expulser toute la population mâle capable de porter les armes, mais la possibilité en fit défaut, tout comme en Hollande d'où l'on voulait évacuer 600 000 hommes [12]. Des transferts pareils eurent aussi lieu en Albanie et en Dalmatie ainsi qu'en Italie, après que le front s'y fut formé. Après l'Insurrection de Varsovie, l'évacuation de la population civile s'y fit à grande échelle, sous prétexte de vouloir changer la capitale de la Pologne en citadelle. Parmi les 500 - - 600 000 habitants forcés alors à quitter la ville, environ 130 - 140 000 furent déportés dans le Reich — en partie vers les camps de concentration et en partie au travail. Nulle part ailleurs la population ne s'est vue traitée de façon pareille durant les évacuations opérées pendant les années 1943/1944. L'évacuation de l'Ukraine (la rive gauche du Dniepr) comprit un nombre de population plus grand — on en expulsa environ un million de personnes, de force dans la plupart des cas. On leur permettait de prendre leurs biens mobiliers, que l'on confisquait par la suite. Quant à la rive droite, on projetait d'évacuer toute la population de Lwów (Léopol) et de fortifier la ville afin d'en faire un centre de résistance; Poznań devait subir le même sort. La rapidité de l'action militaire empêcha l'exécution de ces plans.

Les ethnies allemandes constituaient le troisième groupe de population évacué; on les transférait du territoire soviétique et du territoire polonais à mesure qu'avançait le front. Environ 285 000 Allemands furent dirigés vers le „Wartheland", dont 120 000 d'Allemands provenant de la région de la Mer Noire y furent installés en 1944, après l'expulsion de la population polonaise. Par contre, les projets d'installer la population allemande évacuée dans les districts de Białystok et de Radom échouèrent.

---

[11] H. Umbreit, *Der Militärbefehlshaber in Frankreich 1940 - 1944.* Boppard a.R. 1970, p. 59 - 62.

[12] H. J. Neumann, *Arthur Seyss-Inquart.* Wien 1970, p. 300.

Le transfert de population allemande opéré dans les territoires du Reich ayant souffert de graves bombardements, doit être considéré comme temporaire et provisoire fait seulement pour la période de guerre et d'après-guerre. Rien qu'en Pologne occupée on en implanta 250 000, et nous manquons de données concernant la Tchécoslovaquie.

Il faut aussi mentionner le départ vers l'ouest, vers la fin de la guerre (1944 - 1945) d'Allemands (environ 8,5 mill.) habitant le Reich dans ses frontières de 1937; ce départ était moitié facultatif, moitié forcé. Pour des raisons militaires on chassa la population civile de Wrocław et de Kołobrzeg. On voulut de même évacuer environ 1,5 - 2 mill. de personnes vers le Danemark, mais on abandonna le projet de crainte de susciter des soulèvements. Vers la fin de la guerre il s'y trouvait 225 000 Allemands [13].

L'évacuation était également un moyen policier; elle avait alors un caractère de pacification; la lutte contre les partisans à l'Est servait bien des fois de prétexte à la destruction de la population civile slave et à son expulsion.

A partir de l'automne 1942, on s'efforçait d'évacuer la population du territoire infesté par les partisans définis comme bandits. Ceci surtout en territoire soviétique, yougoslave et polonais occupés. Le 10 juillet 1943 Hitler ordonna que ce qui restait de population civile en Ukraine du nord et la Biélorussie fût transféré au Reich; les hommes au travail en qualité de prisonniers de guerre, les femmes comme ouvrières civiles (Ostarbeiterinnen), les enfants dans des camps spéciaux. C'était déjà après l'une des plus grandes actions pacificatrices „Cottbus" (du 3 au 26 juin), au cours de laquelle on brûlait vif les gens dans les granges, 2 - 3000 furent envoyés dans un champ de mines où ils périrent et le reste de la population fut déporté. C'était pourtant déjà vers la fin de la grande offensive allemande à laquelle Hitler et ses généraux attachaient de grands espoirs. Il va sans dire que si cette offensive avait abouti, les grandes opérations de dépeuplement des régions infestées par les partisans auraient été réalisées, comme cela avait déjà eu lieu en Algérie et au Vietnam après la IIe Guerre mondiale. C'est de l'été 1943 que provient la correspondance touchant la formation de camps de concentration pour enfants („Bandenkinder") à la limite des régions de „banditisme" — „so daß die Kinder als Arbeitskräfte für den Kok-Sagys-Anbau und für die Landwirtschaft zur Verfügung stehen" [14]. Les opérations de déportation

---

[13] E. Thomsen, *Deutsche Besatzungspolitik in Dänemark 1940 - 1945*. Düsseldorf 1971, p. 217.

[14] National Archives T-175, bobine 81, c. 2601986. D'un écrit de Himmler datant du 1 juin 1943.

massive de plusieurs milliers d'enfants polonais de la région de Zamość, évacués vers le Reich en 1943, et de 50 000 enfants (de 10 à 14 ans) évacués de Biélorussie et de l'Ukraine dans le cadre de la „Heuaktion", sont bien connues. Cet enlèvement d'enfants slaves devait plus tard amener l'affaiblissement biologique de l'ennemi.

L'état-major italien montrait la même tendance à évacuer la population civile (en l'occurrence seulement les personnes de sexe mâle) comme on peut conclure d'après les débats de la Conférence de Gorizia, en juin 1942; le général Robotti recommandait la déportation des Slovènes et la colonisation de leurs terres par des Italiens: „Autrement dit, il faut procéder de manière à ce que les frontières politiques et raciales se recouvrent" [15].

Parmi les transferts de pacification il faut mentionner l'évacuation de Lorraine de deux cents familles déportées au Reich, car leurs fils s'étaient enfuis ne voulant pas servir dans la Wehrmacht. De telles déportations répressives avaient également été appliquées en Pologne (en Poméranie) durant les années 1943 et 1944.

Les transferts de population de caractère policier et répressif consistaient à installer des groupes policiers au service de l'occupant dans des régions où le mouvement de résistance était fort développé. Il en avait été ainsi en Biélorussie où le commandant en chef de la SS et de la Police et Commissaire de cette région von Gottberg entreprit, en novembre 1943, l'implantation de colonies de nationalistes biélorusses et la création de Schutzmannschaftendörfer [16]. Reconnue comme réussie par les autorités, cette opération ne put prendre des proportions plus larges vu la libération rapide de la province. L'implantation de détachements cosaques évacués en Italie avec leurs familles et installés dans la région de Vénétie Julienne avait le même caractère ainsi que l'installation, projetée mais non réalisée, de la brigade de RONA commandée par Kamiński (environ 20 - 30 000 personnes, familles comprises) dans les districts méridionaux du General Gouvernement [17].

Il faut mentionner également les transferts des Volksdeutsche dans certains districts soviétiques et polonais dans le but de les protéger contre le mouvement de la Résistance.

Se fondant sur des principes stratégiques on projetait certains trans-

---

[15] Saopcenje o taliianskim zlocinimia protiv Jugoslavije i njenih naroda. Beograd 1946, p. 84.

[16] BA Koblenz R 6/312, p. 23.

[17] Cz. Madajczyk, *Polityka III Rzeszy w okupowanej Polsce* (La Politique du IIIe Reich en Pologne occupée). T. I, p. 332. Cf. aussi les cources docum. du BA Koblenz R 6/155, qui contiennent les décisions variantes concernant leur implantation.

ferts de population que l'on espérait réaliser après une campagne victorieuse et dont les opérations militaires rendaient l'exécution impossible pour l'instant. On comptait en embrasser la Crimée qui devait devenir le Gibraltar allemand (Gotenland) ainsi que la Serbie. Selon les indications données par Hitler en juillet 1941, on devait évacuer immédiatement tous les Russes de la Crimée conquise et, ensuite, les Tartares et les Ukrainiens. Déjà au début de 1942 on donna des instructions précises concernant la colonisation de cette région; un groupe de spécialistes de la SS et de planification s'y rendit afin d'étudier, entre autres, les conditions d'acclimatation. Le Commissaire local A. E. Frauenfeld proposait qu'on laissât une partie de la population tartare dans les montagnes, vu que leurs conditions de vie étaient inacceptables pour le peuple des seigneurs (Herrenvolk). Il était prêt à y organiser une réserve tartare. En juillet 1942, un conseil de la Wehrmacht et de la SS s'était tenu où l'on détermina les mesures pratiques à prendre pour réaliser l'évacuation de la Crimée et sa colonisation par les Allemands rapatriés du Haut-Adige, qui devaient tout d'abord coloniser la Bourgogne française; cependant, on en suspendit bientôt l'exécution et on remit la réalisation de ces transferts de population pour la période a'après-guerre. D'autre part, les Allemands habitant le Banat en Yougoslavie insistaient sur l'annexion au Reich de cette région ainsi que celle de Belgrad qu'on devait transformer en forteresse. Cependant, le Ministère des Affaires Etrangères de Berlin y était contraire et, en Juillet 1941, il publia un mémoire postulant d'éloigner les Serbes de la „lebenswichtige Verkehrsader der Donau" lié aux transferts de la population [18]. Ces plans étaient moins utopiques qu'ils ne paraissent, si l'on tient compte du fait que, jusqu'en automne 1943, Hitler mettait en question la position de la Serbie dans le nouvel ordre européen (Neuordnung) et encore en mai 1944 le Ministère de l'Intérieur du Reich remettait en cause l'existence de l'Etat Serbe, bien que créé par la volonté de Berlin [19]. Il faut ajouter que population cherchait elle-même à quitter certaines régions occupées. Dans la partie du territoire polonais incorporée directement au Reich, certains Polonais y voyaient la seule possibilité de sauvegarder une part de leurs biens. Cependant, les autorités inscrivaient leurs noms sur les listes de personnes évacuées de force et les déportaient en priorité. Au printemps 1941, en Lorraine on permit à quelques milliers d'habitants de partir vers la France non occupée. Un an et demi plus tard, les autorités furent

[18] Polit. Archiv Bonn, Inland IIg B 228, mémoire de la Arbeitsgemeinschaft für europäische Volkspolitik insb. Völkische Neuordnung im Südosten, diffusé par le AA le 17 décembre 1941.

[19] On a expliqué qu'il n'existait de citoyenneté serbe; ni le Reich ni ses alliés n'ont jamais reconnu l'existence de la Serbie en tant qu'Etat politique.

prises au dépourvu lorsque, après l'octroi aux Lorrains de la citoyenneté allemande, plus de 100 000 Lorrains sollicitèrent la permission de partir pour la France [20]. On leur refusa le permis demandé et ils furent exclus de la Deutsche Gemeinschaft. On décida également d'évacuer ceux d'entre eux qui, malgré la pression, ne déposèrent point de demande de réadmission. Au début de 1943, on déporta environ 8000 Lorrains vers le Reich et 1500 vers la France.

Il faut encore mentionner certains transferts réduits qui avaient lieu lors de la création de résidences destinées aux administrateurs hitlériens ou de terrains de chasse. Ainsi, l'activité de Koch qui expulsa une partie de la population de la région de Białowieża.

La manière de traiter la population évacuée qui fait l'objet des exposés de détail varie suivant les régions de déportation et la phase de réalisation des transferts. La population polonaise habitant les terres annexées était déportée de façon très brutale: on ne lui assurait aucune subsistance et on la mettait à la merci du sort. Plus tard, on sélectionnait les gens, dont une partie, reconnue comme „représentant une valeur raciale", était transférée vers le Reich afin d'être assimilée et l'autre aux travaux forcés. Le même changement d'attitude eut lieu en égard des Slovènes. En 1942, une tendance similaire à celle qui caractérisait l'opération dite „Endlösung der Judenfrage", se fit jour: une partie des habitants était destinée à la destruction, p. ex.: dans la région de Zamość on sélectionnait les enfants et les viellards que l'on plaçait à proximité des camps de mort, ce qui faisait craindre que ce n'était qu'un placement temporaire et qu'ils étaient tous menacés d'extermination.

D'autre part, les colons allemands installés, furent, après sélection, expédiés vers l'Est. Ils formaient un groupe privilégié, l'avant-garde de l'expansion allemande. Très vite, surtout dans certaines provinces, ils devinrent l'objet des attaques de la Résistance et leurs colonies changèrent en places-fortes. La situation de ceux qui, installés dans des camps

---

[20] „Die Zahl derjenigen, die sich zur Abwanderung nach Frankreich meldeten, mag einschließlich Familienangehörigen mindestens 100 000 Personen betragen haben. Nachdem von einem gewissen Zeitpunkt an keine weiteren Meldungen entgegengenommen wurden, kann angenommen werden, daß sich diese Zahl noch weiter erhöht hätte. Es dürfte somit mindestens 1/4 bis 1/3 der bodenständigen lothringischen Bevölkerung ihren Sympathien für Frankreich und ihre Abneigung gegen das Reich in dieser Form Ausdruck gegeben haben, obwohl, wie bereits festgestellt, die Bevölkerung zu 98% in der Deutschen Volksgemeinschaft organisiert war... Der ganze Vorgang zeigt, daß die ursprünglich abwartende Haltung der lothringischen deutschsprachigen Bevölkerung nach kaum 2 Jahren in offene Ablehnung des Reichsgedankens und des Nazionalsozialismus übergegangen war". Nat. Arch. T-81, bobine 314, c. 2444137. Rapport rédigé pour le Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums, Absiedlung Lothringen. Januar 1943. Bericht.

de transition, étaient condamnés à l'attente et à l'inactivité, était particulièrement pénible.

Les transferts de population opérés par le Reich avaient-ils influencé les gouvernements-traîtres et les mouvements de collaboration? Leur effet se voit mieux en Croatie des oustachis. Dèjà au mois de mai 1941, Hitler était pour la réduction „de la minorité serbe" en Croatie, tandis que Ribbentrop indiquait la possibilité d'un échange et d'introduction à leur place de 200 000 Slovènes en provenance du territoire annexé de la Basse-Styrie et de la Vrchovina. Un mois plus tard, lorsqu'il rencontra Pavelič à Berghof, il attira son attention sur la politique allemande pratiquée en Pologne et lui suggéra un plan de transferts en chaîne. Il considérait une telle solution, bien que douloureuse, comme permettant d'éviter les dommages durables qu'apportait la situation actuelle. Pavelič accepta comme obligatoire la devise du Führer „Wenn der kroatische Staat wirklich dauerhaft sein sollte, müsse er 50 Jahre lang eine national intolerante Politik verfolgen" [21]. De retour de Berghof, il annonça l'évacuation de 250 000 Serbes, dont bon nombre avait d'ailleurs dû prendre la fuite auparavant. La deuxième partie de 1941, et l'année suivante passèrent sous le signe d'une terreur inouïe et de discrimination appliquées à 1,5 mill. de Serbes et d'une „recatholisation" forcée. Les victimes mortelles se comptaient par centaines de milliers. Une partie cependant en réussit à s'échapper en Serbie. Les données officielles du gouvernement de Nedič (Commissariat à l'Evacuation) constataient que, jusqu'au 30 septembre 1942, il arriva en Serbie de diverses provinces de la Yougoslavie d'avant-guerre, environ 209 000 personnes, dont 110 000 Serbes de Croatie, 99 000 Serbes et Slovènes de la Macédonie, 31 000 Serbes, Croates et Slovènes des terrains occupés par l'Italie, 23 000 de Bačka. On évacua de la Serbie environ 3000 Volksdeutsche [22], 30 000 Hongrois et 70 000 Croates; le Reich rapatria de la Croatie plus de 18 000 Volksdeutsche de la Bosnie et la Hongrie en fit de même de 1500 personnes en provenance de la Bosnie et le même nombre de Syrmie où, en 1941, les Volksdeutsche étaient particulièrement menacés par les partisans.

On peut constater que dans la région de Bačka, on se servit de méthodes d'évacuation semblables aux procédés allemands en ce qui concernait la sélection de personnes prévues pour la déportation et le recrutement des colons, car ce territoire était considéré les Hongrois comme annexé.

---

[21] L. Hory et N. Broszat, Der kroatische Ustascha-Staat 1941 - 1945. Stuttgart 1964, p. 97.

[22] BA Koblenz R 63/338. Südosteuropa Vertrauliche Mitteilungen. Ces données sont incomplètes. Une autre source documentaire indique que, jusqu'au début septembre, on avait expulsé de Bačka 37 000 et de Croatie 104 000 personnes.

On en évacuait tous les Serbes venus s'y installer après 1928, et on y implantait des Hongrois, dont 15 000 venus de la Bukovine soviétique. De son côté la Bulgarie qui avait reçu du Reich une partie des terres yougoslaves occupées (la Macédoine occidentale) et de la Grèce (la Thrace et la Macédoine centrale), n'y menait point une politique démographique uniforme. On expulsa les étrangers de la Macédoine yougoslave, car on considérait 80% de la population comme bulgare, tout comme dans la province de Bačka. D'autres évacuations eurent lieu en 1943 où l'on mettait les habitants devant l'alternative: accepter la nationalité bulgare ou être déportés hors de la région, que subirent 43 000 personnes. Il est curieux qu'il n'y eut point de colonisation bulgare. Par contre l'action de déporter et de coloniser était très vive sur le territoire grec occupé. Environ 150 000 Bulgares rentrèrent en Thrace qu'ils avaient quittée entre 1914 - 1918 et plus tard, tandis que 122 000 Bulgares rentrèrent en Macédoine grecque qu'ils avaient quittée entre 1923 - 1932, lors des transferts précédents. En Thrace et en Macédoine l'évacuation se faisait sous la pression des autorités — allant d'une pression subtile à la terreur qu'on pratiqua après l'insurrection non réussie de Drama. Une partie de la population quitta ce territoire de son propre gré, une partie en fut déportée vers l'intérieur de la Bulgarie où en Autriche aux travaux forcés. Lorsque la Bulgarie passa du côté des Alliés ceux-ci surveillèrent la réémigration, des territoires occupés, de citoyens bulgares qui n'y avaient pas habité avant 1941, ainsi que le retour dans leur pays respectifs de Grecs et de Serbes.

En dernier lieu il nous faut mentionner les préparatifs à la participation dans la colonisation de territoires soviétiques faits par l'occupant en Hollande, au Danemark et en Norvège. L'action de diriger sur ce pays des citoyens hollandais était déjà fort avancée grâce à l'activité de Van Tonningen, représentant-en-chef des groupes de collaboration. On devait diriger vers l'Est des artisans et des agriculteurs; on créa dans ce but des compagnies spéciales, p. ex. Ostwerk Ukraine. Il y eut d'abord un petit groupe de volontaires, ensuite on exerça une pression sur les membres du mouvement pro-nazi NSB. Cependant, les autorités locales en Ukraine furent vite déçues quant à ces colons, lorsque, en automne 1943, à Rogaczów, quelques dizaines de Hollandais bien armés se laissèrent désarmer par quelques partisans sans tirer un seul coup de feu [23].

La collaboration des gouvernements quislingois, en ce qui concerne la déportation des Juifs vers l'Est, était d'un autre caractère; cette collaboration se manifestait surtout en France et en Hongrie, après que les troupes allemandes y furent entrées en mars 1944.

---

[23] BA Koblenz R 6.

En Italie, si on le compare avec celles du Reich, les déportations n'étaient que sporadiques et très réduites, concernant surtout la Dalmatie et les îles; par contre, la colonisation y était développée à grande échelle, l'Etat y mettant à profit l'expérience acquise en Abyssinie. Ainsi, en Albanie, on implanta environ 100 000 Italiens.

*

La Table tout près présente les dimensions des évacuations planifiées et réalisées ainsi que celles des transferts de groupes ethniques allemands. On peut constater qu'en général le lieu et le temps des transferts de population dépendaient de la conception générale de la germanisation du territoire, tandis que leurs dimensions dépendaient en premier lieu des résultats de ségrégation raciale et du degré de germanisation et de la situation militaire.

La conception première des transferts de population prévoyait le renforcement d'îlots germaniques déjà existants, leur agrandissement en ponts et corridors, tant dans le Protectorat que dans les terres polonaises incorporées au Reich. Cependant, au printemps de 1940, Himmler avait rejeté ce modèle de colonisation, en recommandant un autre — celui de s'implanter immédiatement sur tout le territoire et de le renforcer le long de ses frontières, sous forme de zones de colonisation plus dense [24]. L'isolation de l'habitat polonais de celui des autres Slaves devait se faire par voie de création d'une bande colonisée allant de la Prusse Orientale à travers la Lituanie, la région de Białystok, celle de Lublin, et la Galicie jusqu'à la Transylvanie; une autre bande isolante devait être créée en Courlande — Prusse Orientale ainsi que entre la Moravie et la Bohème. Cette méthode de colonisation par bandes découpant de diverses façons le territoire colonisé fut reconnue prioritaire, sans exclure pour autant dans certains cas l'application de la méthode de renforcement ou de création d'îlots à l'intérieur des territoires isolés par de telles bandes colonisées [25].

---

[24] „Eine so aufgefaßte Sicherung unserer Volkstumsinseln läuft ja umgekehrt auf eine Grantie für das polnische Volkstum hinaus. Wir müssen den bisherigen Siedlungsbestand kreuz und quer wie einen Eierkuchen vor dem Verspeisen zerschneiden. Die Deutschen sollen dann alles Gute und Wichtige an Bodensorten und Wirtschaftslagen erhalten, die Polen nur und vorläufig den Rest... Inzwischen werden wir über eine „Umvolkung" entscheiden, d.h. darüber, welche Polen wir als Deutsche akzeptieren. Den verbleibenden polnischen Abfall werden wir dann, soweit wir sie nicht als niedere Arbeitskräfte in den neuen Reichsgauen benötigen, in das GG abschieben". V. Silling, *Die Hintergründe des Falles Oberländer*. Wolfenbüttel 1960.

[25] En ce qui concerne le GG, voici comment Himmler présentait ses projets au Gouverneur Général H. Frank: „In das Generalgouvernement sollten vielleicht

Table I

Plans d'évacuation de la population des pays occupés et leur réalisation

Année	Prévu au total	Plans à brève échéance	Réalisation
1939/1940	4 - 5 mln. de citoyens	1 mln. de citoyens polonais	env. 175 000
1940	– évacuation de l'Alsace et de la Lorraine des francophiles, des Juifs, des criminels	610 000 citoyens polonais	env. 220 000 plus de 100 000
	– interdiction de retour durant la campagne militaire	Transfert dans les ghettos en Pologne	195 000
1941	– 40 - 60% de la population du Protectorat	1.030 000 citoyens polonais	env. 300 000
	– 240 - 260 000 Slovènes de la Basse Styrie et de la Vrchovina	185 000	env. 53 000
	– population Serbe de Croatie, de Bačka, de Macédoine		plus de 100 000 de Croatie, env. 40 000 de Bačka, env. 100 000 Serbes et Slovènes de Macédoine et env. 10 000 Grecs de la Thrace
1942	Transferts de Juifs de différents pays comme préparation à l'Endlösung		env. 250 000 citoyens polonais des terrains occupés
	GPO – 1 mln. de population slave	170 000 citoyens polonais de la région de Zamość.	env. 35 000; les données font défaut
	Réduction à 1 mln. de la population du Protectorat destinée à la déportation	Evacuation de la population des terres infestées par les partisans.	env. 150 000 Polonais dans le GG, de terrains destinés à des exercices militaires 1941/42
1943	Generalplan Ost	évacuations en Ukraine	manque de données
		„ dans la région de Zamość	env. 75 000 pers. env. 55 000 citoyens pol. du territoire annexé
		expulsion de pers. indésirables d'Alsace et de Lorraine vers le Reich;	env. 30 000 du Distr. de Białystok env. 16 000*
1943/1944	Plans généraux	Evacuations: en France de l'Ukraine d'Albanie et de Dalmatie de Hollande – 600 000	 plus d'un mln. „ „ manque de données non effectué
1944		la population de Varsovie	env. 100 000 Polonais des terres annexées env. 500 - 600 000 pers.

*) 1,5 dirigés vers la France.

En 1942, vu le peu de chance d'exécution des grands projets de colonisation, Himmler admit de nouveau l'idée de créer, dans le cadre de GPO, d'îlots colonisés, qui, dans le sud du territoire formaient un rectangle dont il sera question plus tard.

En préparant la grande opération de colonisation de l'Est, l'attention de Himmler se porta assez tôt sur les Polonais; il les définit comme le peuple le plus implacable de l'histoire. C'est en Pologne dans le territoire annexé à l'Allemagne qu'il essaya sa méthode de zones et de bandes colonisées, ainsi que, dans la région de San et de Bug, celle de couper par une nouvelle bande colonisée et de „prendre en tenailles", comme il s'exprima lui-même devant le Führer en avril 1942. Le territoire polonais constituait pour lui une vaste zone d'expérimentation de sa politique démographique et nationaliste. On en reparlera lorsque le GPO sera discuté.

Les méthodes de colonisation par bandes, par zones ou par îlots n'étaient que des méthodes de transition, une étape, sur un chemin menant plus loin. Tant Hitler que Himmler s'attendaient à ce que, une fois la guerre victorieusement achevée et les destructions qu'elle avait provoquées supprimées, on obtiendra une évacuation complète de la population polonaise et une colonisation totale du territoire par les Allemands. On ne considérait pas non plus les déportations opérées en Alsace et en Lorraine comme achevées. On devait en éliminer, dans un avenir plus ou moins proche, tant les francophiles que les étrangers. Ceux d'entre eux qui seraient reconnus comme „ayant une valeur raciale certaine" devaient être expédiés dans l'Est, d'autres considérés comme „encore acceptables du point de vue de race" devaient être envoyés dans le Reich et ceux dont la „valeur raciale était basse" — déportés en France [26].

Les déportations opérées dans la région de Zamość signifiaient que tout le General Gouvernement devait être inclu dans le programme d'évacuation et de colonisation. Himmler, Krüger et Globocnik n'étaient pas les seuls à le penser. L'administration du Gouverneur Général, H. Frank, avait préparé un autre projet — fondé, celui-ci, sur une restructuration agraire du GG. Ce projet prévoyait un remembrement graduel de petites

---

weitere deutsche Inselsiedlungen aus europäischen Nationen neu verpflanzt werden... Jedenfalls wollte man zunächst eine starke Ansiedlung längs des Sans und Bugs vornehmen so daß die fremdvölkischen Teile Polens eingekesselt werden. Es habe sich bisher immer erwiesen, daß diese Art der Umschließung am raschesten zu der gewünschten Nationalisierung führte". IMT XXVI, PS-910.

[26] Preußisches Geheime Staatsarchiv p. 320/1031, données concernant l'année 1942; les étrangers, les Juifs et les gens de couleur étaient considérés comme ayant peu de valeur raciale.

fermes, l'expropriation et l'élimination des propriétaires polonais actuels; en tout, environ 1,2 mill. d'agriculteurs devaient constituer une réserve de main-d'oeuvre à la disposition du Reich [27]. Cependant la réalisation de ce projet fut empêchée par Himmler qui considérait que disposer des terres était de sa compétence exclusive. Dans les villes plus grandes H. Frank cherchait à créer des quantiers allemands vidés préalablement des Polonais et des Juifs.

Les Plans généraux d'évacuation et de colonisation sur le territoire de l'Europe occupée, très développés pour l'Est, apparurent après l'aggression contre l'URSS et l'occupation rapide d'importantes parties de son territoire. Les énonciations de Hitler prononcées dans son Quartier Général y avaient servi d'inspiration, car il y mentionnait les dates et les dimensions de la colonisation de l'Est. Le 16 juillet il annonça que les pays baltes appartenant à l'Union soviétique, les colonies allemandes de la Volga, la péninsule de Kola et la Crimée avec un vaste arrière-pays, seraient incorporés au Reich. Ce n'était qu'un retour partiel aux conceptions impérialistes allemandes de la fin de la Grande Guerre, lorsqu'on avait postulé la création en Crimée et dans son arrière-pays d'une colonie allemande et que l'on avait cherché à coloniser les pays baltes. Au mois d'octobre Hitler avait dit que selon ses prévisions on devait constituer en Russie 5 mill. de fermes paysannes allemandes en 50 ans. Une autre fois encore il annonça que l'on y implanterait, en 10 ans, 4 mill. et en 20 ans au moins 10 mill. Allemands en provenance d'Europe et d'Amérique. Dans une perspective lointaine il espérait installer à l'Est environ 100 mill. de personnes d'origine allemande. Le représentant de Rosenberg dans le Q.G. de Hitler, Köppen, note le 18 octobre 1941, que le Ministère de l'Est était menacé de n'avoir aucune tâche positive à remplir sauf une préparation rapide des Slaves vivant dans la Réserve „zum Auswandern oder zum Absterben".

Le „Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums", c.-à.-d. Himmler, et les différents bureaux qui en dépendaient, était d'office le réalisateur des plans d'expansion vers l'Est dont la formulation revenait au Führer, mais que soutenaient divers cercles de la haute finance, des monopoles et de propriétaires fonciers (Junker) prussiens.

GPO ou GSPl n'étaient point les premiers plans généraux de transferts de population ayant pour but la restructuration de l'Europe sur des bases racistes. Bien plus tôt déjà, en juillet 1941, W. Haselblatt, spécialiste renommé des questions juridiques et raciales, présenta un programme d'une „germanisation totale des terres" qui embrassait les territoires

[27] Cf. Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia w planach hitlerowskich* (Le Generalgouvernement dans les plans hitlériens). Warszawa 1962.

polonais annexés, le Protectorat, Belgrad, la Lituanie de l'ouest, la Courlande, la Crimée et la partie nord du Caucase [28].

Quelques mois plus tard, en octobre 1941, à l'époque où la conviction se généralisait que les principaux problèmes de la situation avaient été résolus dans cette guerre et où Fritsche avait annoncé à la presse que les Allemands seuls décideraient du sort du continent européen — „Gewiß ist dies ein Europa hinter Stacheldraht" [29], alors naquit le GPO (Generalplan Ost), et le ministère de Rosenberg étudie le 16 juillet la colonisation des territoires mentionnés par Hitler. Ce ministère protesta alors contre le projet d'installer en Biélorussie de Polonais provenant de différentes régions; au lieu de cet élément „le pire qui soit" on proposait d'y installer des colons allemands.

Il serait bon d'étudier en détail l'exploitation dans l'élaboration du GPO, de l'expérience acquise dans le transfert de population en Pologne. Je voudrais dès maintenant, attirer l'attention sur certaines formes de son application. Dans la littérature du sujet on a mésestimé le rôle, peu connu, de Heinz Höppner, spécialiste du domaine de politique de nationalité et SS-Sturmbannführer. Il était le chef du SD-Leitabschnitt de Poznań, le vrai chef du Bureau Central des Transferts, conseiller pour les questions de politique de nationalité dans l'Office du plénipotentiaire auprès du gouverneur et à l'Office de la NSDAP; délégué en juin 1941 à Belgrad, pour un mois, afin de remplacer le commandant de l'Einsatzgruppe, il était connu pour ses rapports avec Ehlich et Eichmann. Ce fut lui l'initiateur des recherches sur la valeur raciale des Polonais dans le Wartheland, de leur ségrégation en vue d'évacuation future et auteur du mémoire „Lösung der Judenfrage" écrit en juillet 1941, qui influença les conceptions de la Endlösung; il fut également l'auteur du projet de réorganisation des déportations de Polonais en Sibérie, projet où il se posait la question si ces transferts avaient pour but la création de nouvelles conditions de vie ou constituaient seulement un camouflage de l'extermination.

Le prof. K. Meyer-Hetling profitait largement de l'expérience acquise en Pologne; grand spécialiste de planification, auteur d'une étude sur les terres annexées polonaises qui lui avait acquise l'estime de H. Himmler, il était tout d'abord le chef du Bureau SS de la planification pour le territoire polonais de l'Est et ensuite chef du Département de Planification de la RKFDV.

Ce n'est pas par hasard que la littérature polonaise du sujet attache une si grande importance aux évacuations opérées dans la région de

[28] BA Koblenz R. 6.

[29] BA Koblenz ZSg 101/41, Wichtige Information für die Schriftleitung, du 14 octobre 1941.

Zamość. Ces déportations embrassant plus de 100 000 personnes, cèdent seulement à celles opérées dans les terres polonaises annexées au Reich tant quant à leur dynamisme que par leurs dimensions. Cette région avait pourtant été une sorte de „laboratoire" de la politique démographique allemande sur des terres non allemandes et sans tradition allemande où, à l'occasion de déportations on appliqua certaines solutions qui avaient déjà servi dans la déportation de la population juive, telles que la ségrégation en groupes, la séparation des familles, l'envoi dans les camps de concentration etc.

La publication de sources documentaires concernant les évacuations opérées par les autorités hitlériennes, prévue pour l'année 1973, présentera ces questions de façon détaillée; en tant que rédacteur de ce recueil je puis constater que l'intérêt porté par les autorités de Berlin à l'affaire en apparence si petite des déportations et transferts dans la région de Zamość avait surpris le comité de rédaction dudit ouvrage. Ces déportations commencées à l'époque de maturation du GPO constituent sans aucun doute la solution-modèle de type d'évacuation et d'extermination, car les plans prévoyaient que 21% des évacués seraient expédiés directement vers le camp d'extermination de Oświęcim (Auschwitz).

La période des succès militaires remportés à l'Est fut trop courte, pour qu'on pût, en ce qui concerne le GPO, dépasser les mesures facilitant son exécution et les premiers pas de sa mise en oeuvre. Les premières comprenaient: la „Endlösung der Judenfrage" sur le territoire du GPO, — les résultats de l'activité des Einsatzgruppen Sipo et SD, — l'extermination de millions de prisonniers de guerre russes, — la préparation de sélections suivantes. Ajoutons-y que Goering espérait une famine dans l'Est par suite de laquelle 20 - 30 millions de gens devaient périr, la déportation de plusieurs millions de personnes aux travaux dans le Reich, la ségrégation de personnes „représentant une valeur raciale". Et encore un élément, moins connu, et cependant essentiel pour notre sujet: la correspondance conservée du RFSS pour la période juillet 1941 — mars 1942; échangée avec différentes institutions (du Reich) elle concernait le sujet d'expédier en Allemagne, en vue d'une prompte germanisation, de Polonaises en qualité de femmes de ménage, à condition qu'elles soient déclarées comme ayant une valeur raciale. Cependant, cette opération ne fut point exécutée à une échelle plus vaste, car à l'époque, les déportations furent suspendues (ces Polonaises devaient se recruter parmi les évacués) et la „valeur raciale" des sujets fut déclarée „basse". Par conséquent, on étendit les recherches sur d'autres territoires de l'Est. Ainsi, en septembre 1942, Hitler ordonna qu'on fournît en quelques mois environ 400 - 500 000 jeunes Ukrainiennes comme femmes de ménage (domestiques) et qu'on procédât à leur germanisa-

tion rapide. Il croyait élever ainsi le taux d'accroissement de population du Reich de façon à ce qu'il y eut 250 mill. d'Allemands dans 100 ans. Ces jeunes Ukrainiennes ne devaient pas être traitées en Allemagne comme des „Ostarbeiterinnen" et devaient recevoir les rations alimentaires allemandes. Cependant, le cours des événements militaires empêcha l'exécution de ces plans.

Parmi les premières mesures d'exécution du GPO il faut énumérer: — la création de zones de déportation — 1) dans la région de Zamość, d'où l'on évacua plus de 100 000 Polonais et où l'on implanta à peine 10 000 Volksdeutsche en qualité de „Wehrbauer" et, temporairement, la population ukrainienne locale. Ce devait être le „erster Siedlungsbereich im GG". La RSHA soutenait cette conception de colonisation du GG encore en automne 1944, lorsque le Gouverneur Général H. Frank proposa un adoucissement stratégique de la façon de traiter les Polonais [30]; 2) en Lituanie de l'ouest où, après en avoir évacué tous les Allemands ethniques, on en réexpédia de nouveau 20 000; 3) en Ukraine occidentale où les colonies allemandes devaient occuper, du premier coup, environ 500 - 675 000 ha [31]. On y évacua 90% de la population de 249 villages et on y installa 31 000 Volksdeutsche. Le „Erstes Volksdeutsche Siedlungsgebiet Hegewald" créé dans le district de Żytomierz, dont la formation fut, comme pour la région de Zamość, ordonnée en novembre 1942, constitue l'opération la mieux connue de ce genre. Elle avait pour but d'y concentrer 45 000 Allemands ethniques de l'Ukraine [32]. On comptait également créer le „Volksdeutsches Gebiet Halbstadt" (Dniepropetrovsk) [33]. En mars 1943, les fonctionnaires du Ostministerium, après l'inspection au Commissariat du Reich de l'Ukraine, présentèrent leur rapport à Rosenberg où il est question de colonies organisées par la SS dans les villes de Winnica, de Żytomierz et de Nowogród Wołyński (Zwiahel); la SS considérait également la possibilité de créer un centre dispositif de colonisation en Crimée et à Halbstadt (Dniepropetrovsk). Il ne leur fut point répondu quel devait être le sort de la population ukrainienne expulsée. Ils rapportèrent également que, suivant l'accord établi entre Himmler en tant que RKFDV et Koch en tant que Commissaire de

---

[30] Cz. Madajczyk, *Sipo i SD o polityce okupacyjnej w Polsce* (Sipo et SD sur la politique d'occupation en Pologne).

[31] A. Dattlin dans *Deutsche Herrschaft in Rußland 1941 - 1945*. Düseldorf 1958, indique une surface moins grande que Ukraiinskaja RSR u Welykij Witczyznianij wijni Radianskoho Sojuzu 1941 - 1945. Kiev 1968, T. II.

[32] Berichte über den Stand der Um- und Aussiedlung, du 1 octobre 1943, National Archives T-74, bobine 10, c. 2362 253366.

[33] La demande en fut faite en novembre 1942; BA Koblenz R 94/18. Allgemeine Lagebericht RK Ukraine.

l'Ukraine, établi le 3 novembre 1942 [34], le premier s'était assuré l'influence sur le choix des cadres de Commissariats compris dans le plan d'expulsions [35].

Le ministre Rosenberg redoutait les réactions que les opérations d'expulsion devaient nécessairement provoquer. Il soulignait l'efficacité de la propagande soviétique qui attaquait l'opération de créer des colonies allemandes et mettait à jour les vastes plans de colonisation germanique. Vers la fin de l'année 1942, il prévint les bureaux d'administration centrale de Berlin qu'il avait défendu qu'on fasse connaître les plans hitlériens concernant l'Est, interdit toute conférence de presse à ce sujet et toute mention concernant cette colonisation dans les discours officiels [36].

Cette manière de penser selon les catégories d'un Est germanique avait subsistée malgré les défaites militaires subies. Un haut fonctionnaire du „Ostministerium", Labs avait, vers la moitié de l'année 1944 composé un mémoire présentant certains postulats en cas de réoccupation des territoires soviétiques. Il y proposait que, tout en traitant, pour des raisons stratégiques, les peuples de l'Est comme ayant leur place dans le nouvel ordre européen, on continuât d'appliquer la Siedlungspolitik. Il escomptait que la longue durée de la guerre allait provoquer un dépeuplement qui facilitera la colonisation [37]. Les critiques qui en avaient été faites ne concernaient que les méthodes, jamais le fond. Ainsi Allworden, appartenant également à l'„Ostministerium" de Rosenberg, s'était, à la même époque que Labs, déclaré pour le maintien de l'Est „sous la direction allemande", il avait cependant critiqué la méthode de créer en Ukraine une zone d'habitat allemand par voie de décimer la population locale [38].

L'année 1942 n'est pas seulement importante comme période d'élabo-

---

[34] A part l'information citée, le contenu de ce traité demeure inconnu.

[35] „Wobei der SS die Besetzung einiger Gebietskommissare zugestanden würde; und zwar in den Gebieten Korosten, Hegewald, Winniza, Halbstadt und Kronau (Alexanderstadt)". BA Koblenz R 6/131, rapport des DrDr. Firgau et Gallmeier du 9. III. 1943. Une telle solution peut être considérée comme mettant fin à la dispute sur la direction de la colonisation à l'Est: qui devait la diriger — les commissaires de Rosenberg ou la SS, et réalisait le décret du mois d'août 1942 qui prévoyait que les Commissaires doivent agir à base de communs pleins-pouvoirs. Il en était autrement en GG où Himmler escomptait que ses hommes prendraient en main tant l'administration de ce territoire que du district de Lublin. L'Administration SS sur le territoire d'évacuation y comprenait des villages et des communes.

[36] BA Koblenz R 22/20267, lettre confidentielle du 3 décembre 1942 adressée à l'Oberste Reichsbehörde.

[37] Ibidem R 6/259, mémoire datant du 6 juin 1944.

[38] BA Koblenz R 6/223, mémoire du Dép. II datant du 19 mai 1944.

ration définitive du GPO. On y fait aussi la vérification des transferts de population projetés et on les confronte à ce qui a été réalisé dans le sens de germanisation et aux exigences démographiques de la colonisation. Ceci concerne les terres polonaises annexées, le Protectorat de Bohème et de Moravie, ainsi que les républiques baltes. Les sondages effectués dans le Wartheland permirent d'établir que 17% de la population doivent être déportés au plus vite, 75% devaient subir le même sort un peu plus tard. Une partie, considérée comme asociale (9%) aurait sans doute été expédiés vers les camps de concentration. Ce résultat montrait qu'il n'y avait, dans cette région, aucune tendance à adoucir la politique envers la population locale. Il en était de même en Haute-Silésie où le Gauleiter local comptait installer 320 000 de familles allemandes, c.-à-d. échanger la moitié de la population dont au moins 300 000 Polonais inscrits sur la Deutsche Volksliste [39]. De pareilles études de la composition raciale de la population avaient également été faites dans le Protectorat. Heydrich, en tant que successeur de Neurath au poste de Protecteur, estimait que environ 40 - 60% de la population seront déportés sur la côte de la Mer Arctique en tant que l'avant-garde germanique ou envoyés dans des camps de concentration. Au printemps 1942, ces principes furent révisés, pour des raisons que l'on peut deviner seulement. Les archives du Sicherheitsdienst de Prague ont fourni des renseignements au sujet d'une limitation des projets d'évacuation à 1 mill. de personnes seulement [40]. Nous ne savons pas si, après l'assassinat de Heydrich par la Résistance tchèque, ce chiffre devait encore être maintenu. Finalement, dans les pays baltes, on devait déporter des Lituaniens et en Lettonie les Lettgales [41].

A l'occasion d'une réunion organisée le 1 et le 2 février 1943, par le Département IIIB RSHA, dirigé par Hans Ehlich, présenta l'homme de liaison entre le chef de la Sicherheitspolizei et du Sicherheitsdienst, et la Chancellerie de la NSDAP, le Dr Beyer, aux invités collaborateurs, dont le chef du Bureau Central de Déportations Krummey était là, les principes fondamentaux du Plan Général de l'Est [42]. Les terrains colo-

[39] Mémoire de Fritz Bracht sur les plans nazis en Haute Silésie (du 24 oct. 1942) Copie 1 a/65.

[40] Im ganzen schätzt man, daß höchstens eine knappe Million Menschen von etwa 8 Millionen insgesamt für die Aussiedlung in Frage kommen". BA Kobl. R 6/192, p. 48. Reisebericht des Gruppenleiters I/4-d Obel. Krausskopf über die Reise nach Prag vom 8 bis 11 IV 1942.

[41] Comparez les sources docum. BA Koblenz R 6/160, concernant la germanisation des peuples du Ostland des années 1942 - 1943.

[42] Les Archives de la Haute Commission de Recherches sur les crimes nazis, actes du chef de la Sipo et de la SD (Posen), p. 82. C'est le document le plus tardif

nisés devaient s'étendre sur 700 000 km² et les terres cultivées 350 000 km², tandis que, en 1938, l'étendue du Reich était de 583 000 km². La ligne de démarcation de la colonisation allemande devait passer par l'Estonie, la Lettonie, longer le Dniepr, traverser Kiev et atteindre la Mer Noire. Le programme de colonisation devait, dans le Wartheland, être réalisé en 6 ans, dans les pays baltes en 10 ans, dans le GG suivant les réserves de colons dont on disposerait. Durant les 30 années suivantes, on voulait expulser 6 mill. de personnes des terres polonaises annexées, c.-à-d. la totalité de la population polonaise, 3 mill. de personnes des pays baltes, 10 mill. du GG, 6 - 7 mill. de Galicie et du restant de l'Ukraine, 5 - 6 mill. de Biélorussie.

Les colons pouvaient être divisés en plusieurs groupes: — les Allemands ethniques — 1 mill. environ [43], puis 3 - 4 mill. de familles paysannes du Reich [44], enfin des colons en provenance de Hollande, de Norvège, du Danemark et d'autres pays considérés comme germaniques. Parmi les 620 000 personnes rapatriées jusqu'à la fin de 1942, on en implanta 445 000, tandis que 393 000 étaient en voie de rapatriement. Il est difficile d'établir le nombre des colons Reichsdeutsch. On évacua hors des terres annexées plus de 0,5 mill. d'habitants (dont 400 000 Polonais, 50 000 Slovènes, environ 100 000 Lorrains et Alsaciens) et on en déporta plusieurs centaines de milliers de plus. Sur les autres territoires occupés on arriva à évacuer, à des fins de colonisation, 150 - 200 000 habitants, et quelques millions „pour des raisons militaires"; on créa d'autre part des conditions de vie telles à quelques centaines de milliers de personnes en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie qu'elles furent obligées de partir. Les transferts dans les ghettos et dans d'autres agglomérations atteignaient des millions, et souvent étaient faits à plusieurs reprises. Parmi les pays occupés, la Pologne fut particulièrement touchée par les déportations ayant en vue la colonisation allemande, la France — par les évacuations d'ordre militaire, la Yougoslavie — par les départs causés par la terreur, les territoires soviétiques — par des déportations pacificatrices.

R. Koehl et d'autres auteurs [45] soulignent le fait que Himmler n'avait réellement quelques chances d'exécuter ses projets de colonisation que

---

concernant le GPO, conservé malheureusement en partie seulement. Il a été publié dans la revue „Dzieje Najnowsze" 1971, No 3.

[43] En novembre 1944 les données concernant les Allemands ethniques transférés montraient une hausse atteignant 1.030 000. Sobczak, op. cit.

[44] Le Journal de H. Frank, Tagebuch 1941, IV, k. 926.

[45] R. Koehl RKFDV, *German Resettlement and Population Policy 1939 - 1945*, Cambridge 1957; Fr. Höhne, *Der Orden unter den Totenkopf. Die Strategie der SS*. Güterloh 1967.

dans le quadrilatère Lublin—Żytomierz—Winnica—Lwów et que c'est là que devait se constituer, après la victoire, le futur Etat SS à l'Est. Qu'il y ait concentré ses efforts ne laisse aucun doute; là aussi il lui était le plus facile de contrôler et d'influencer la réalisation des transferts de population. Il serait par contre erroné de croire que cela signifiait l'abandon de la tendance à coloniser le Nord-Est de l'Europe. Dans le „Ostministerium" de Rosenberg, on se préparait à coloniser les républiques baltes, avec le plein appui du chef du ressort, tandis que Koch, en tant que Gauleiter de la Prusse Orientale, projetait de coloniser le district de Białystok avec des fils de paysans de sa province; la Biélorussie était peu attrayante, elle était par conséquent prévue pour une colonisation ultérieure. On s'intéressait par contre au district et à la ville de Léningrade. Il est difficile de dire à quel sort était vouée l'ancienne capitale de la Russie que Hitler, dans une conversation avec Abetz définit comme „Giftnestpetersburg"; si elle avait été prise, on l'aurait probablement détruite comme Moscou, comme on l'avait annoncé tout d'abord, et la population aurait été obligée de fuir la famine et les coups de feu, et de partir en grand nombre vers l'Est, au-delà de l'Oural, si possible [46].

Le GPO était complété par le plan Antonescu élaboré pour une partie de l'Ukraine dite „Transnistrie" qui, selon les termes de l'entente germano-roumaine du 19 août 1941, avait été occupée par la Roumanie. On projetait d'évacuer de ce territoire habité par 2,5 mill. de personnes, environ 700 000 Russes et 1 mill. Ukrainiens, à la place desquels on voulait implanter des Roumains dont on espérait augmenter le nombre en prenant en considération ceux du territoire soviétique occupé par les Allemands [47]. En août 1943 des pourparlers bulgaro-roumains eurent lieu en vue de rapatrier 110 000 Bulgares installés en Roumanie au XVIII[e] et XIX[e] s. Ce projet fut exécuté en partie seulement, et au cours de la débâcle allemande 60 000 en furent évacués.

•

J'ai jusqu'ici souligné l'importance des transferts de population opérés par les Allemands qui avaient pour but la restructuration de l'Europe sur des bases racistes. Cependant, ces transferts avaient encore d'autres fins à remplir et ceux qui avaient été réalisés les remplirent, du moins en partie. Il s'agissait tout d'abord d'éliminer en premier lieu

[46] Akten zur Deutschen Auswätigen Politik 1918 - 1940, Kriegsjahre T. VI, p. 2, Doc. 327 du 16 IX 1941; vide aussi R 6/34a — Notes de Köppen du 10 octobre 1941 et B. Bezymienski, *Sonderakte „Barbarossa"*, Stuttgart 1968, p. 229 - 230.

[47] J. B. Schechtmann, *European Population Transfers 1939 - 1945*. New York 1946, p. 445 - 446.

l'ennemi politique et de priver certains groupes nationaux de leurs chefs et de leur intelligentsia. Ce transfert eut cependant pour résultat de renforcer l'agglomération de l'intelligentsia dans les districts qui accueillaient les déportés — elle y devint rapidement un facteur animant la résistance contre l'occupant et souvent même sa force directrice.

En plus, les transferts de population empêchaient la stabilisation, rendaient difficile l'organisation du mouvement de la résistance, détruisaient le réseau d'organisation. Ils constituaient donc aussi un facteur de lutte contre le mouvement de la résistance et son développement. La colonisation par des sujets allemands dans une atmosphère d'état de siège contribuait à renforcer la conscience nationale des Allemands ethniques.

Les transferts hitlériens envisageaient d'assainir la structure agraire allemande, en dirigeant vers l'Est pour la colonisation la petite-paysannerie. Cette opération devait se fonder sur la Reichsumlegungsordnung du 16 juin 1937, permettant le transfert de propriétaires fermiers même sans leur consentement et, au cas de remembrements, sous condition d'un dédommagement leur permettant de s'établir ailleurs. Les possibilités de transfert avaient été fort réduites jusqu'à la guerre et, par conséquent, ce décret n'avait trouvé qu'une application fort limitée. La guerre une fois achevée, la réforme de la structure agraire du Reich et de la colonisation allemande à l'Est devaient constituer deux opérations se complétant et se conditionnant réciproquement. C'est pourquoi en territoire polonais annexé on laissait d'abord 75% ensuite 50% seulement, des terres de culture aux soldats engagés au front, fils de paysans. Les colons sélectionnés en provenance du Reich et choisis parmi les Allemands ethniques rapatriés devaient former une société nouvelle, dont la Wehrmacht devait pendant une certaine période de temps constituer le nucléus; cette société aurait un caractère féodal fortement marqué. La SS et Himmler en tant que son chef étaient les promoteurs de cette réorganisation sociale. Dans son étude, R. Koehl présenta de façon exhaustive les activités de la RKFDV, l'un des chaînons de l'opération des transferts démographiques; il y prête moins attention au rôle joué par la RSHA dans les évacuations, à celui de la RUSHA dans les recherches raciales et à celui de la Volksdeutsche Mittelstelle dans les rapatriements ainsi qu'aux activités de divers organismes économiques tels que la Haupttreuhandstelle Ost, Ostland ou Reichsland, Deutsche Umsiedlung Treuhandgesellschaft (DUT) etc. Il n'y mentionne point les efforts de la RFSS à augmenter ses compétences en ce qui concerne le renforcement du „Deutschtum", faits après la capitulation de la France[48]. Il

[48] BA Koblenz R 43 II/1412; correspondance à ce sujet.

suffit de rappeler ici que l'ordre de formation du Commissariat fut transmis à Himmler le 28 septembre 1939 au plus tard, et le décret de son instauration fut promulgué le 7 octobre, sans être pourtant publié. Le décret contenait entre autres une plénipotence permettant d',,éliminer l'influence néfaste de certains groupes de population étrangère qui peut représenter un danger pour le Reich et la société allemande". Les compétences octroyées n'étaient pas formulées de façon précise, ce qui d'une part, était typique des activités de Hitler, et d'autre part, convenait au chef nouvellement nommé, vu sa position très forte en tant que commandant de la SS et de la Police du Reich. Elles n'étaient cependant pas illimitées, Himmler étant obligé de les partager avec le Ministère des Affaires Intérieures. Vers la fin du mois de juin 1940 Greifelt, sur le souhait de Himmler, adressa à Lammers une demande de reformuler ce décret sur le RKFDV et de sa proclamation officielle dans sa nouvelle forme. Himmler exigeait l'octroi des compétences suivantes: de l'évacuation, de confiscation et de séquestration des biens, de décisions concernant les droits spéciaux de la population non-allemande et de l'appartenance nationale, de choix et d'implantation des colons (le Ministère d'Approvisionnement et d'Agriculture n'ayant que deuxième voix au chapitre). La conférence organisée à cet effet permit l'échange des premières opinions à l'égard de cette demande de Himmler et l'on y suggéra d'élargir la validité de ce Décret sur les territoires nouvellement occupés dans l'Ouest de l'Europe. Peu de temps après, le 19 juillet, la RFSS soumit au Gouvernement le nouveau projet tenant compte des changements survenus entretemps. Ce projet différait largement des postulats présentés auparavant par Greifelt. Le Haut Commissaire du Reich pour le Renforcement du Deutschtum devait à l'avenir disposer de: — rapatriement d'Allemands, — planification et formation des terrains de colonisation allemande (évacuation et implantation), — ségrégation de populations étrangères qui constituaient une menace pour la société allemande, — détermination du traitement qu'on devait leur faire subir ainsi que l'élimination de leur influence néfaste. RKFDV devait avoir le droit d'octroyer aux groupes évacués de territoires d'habitation bien déterminés. Bien qu'il devait se servir de l'administration déjà existante, il lui serait permis de nommer des plénipotentiaires. Le RKFDV serait responsable pour la planification unifiée et la direction de la colonisation des villes et villages; la formation de la nouvelle classe paysanne appartenait en principe au Ministère d'Approvisionnement et d'Agriculture, mais il devait la réaliser selon les indications du RKFDV. Lammers, chef de la Chancellerie du Reich, ayant pris connaissance du texte, et constaté les nombreuses et essentielles modifications apportées à l'ancien texte du Décret, proposa à Himmler de discuter personnellement la nouvelle

version avec les Ministères intéressés. Les pourparlers à ce sujet se prolongeaient; en mars 1941 Himmler fit savoir à Lammers qu'il abandonnait temporairement ce projet. On peut penser qu'il s'était heurté à de trop grandes difficultés. Six mois plus tard, comme RKFDV, Himmler commença à élargir le terrain de ses compétences. En septembre Hitler exprima le souhait que la plénipotence de Himmler en tant que RKFDV embrasse, sans aucun décret nouveau, le territoire soviétique occupé [49]. Ce qui fut fait. Au mois de février 1942, Lammers le fit savoir à tous les hauts Offices du Reich. Au mois de novembre 1941, le Führer demanda que ces compétences fussent étendues sur le Protectorat. En mai 1942, Krüger nouvellement choisi comme secrétaire d'Etat, fut nommé plénipotentiaire de Himmler pour le GG.

Les activités de Himmler qu'on vient de présenter montrent que, à mesure que devenaient actuelles les objectifs à long terme, en particulier la tendance à germaniser le Lebensraum, grandissait le rôle de la SS et de la Police dans le système d'occupation — deux facteurs ayant créé les institutions servant à cette fin ou bien ayant gagné une influence décisive sur les institutions déjà existantes et développant leur activité dans ce domaine. En 1939 il appartenait à la NSDAP de déterminer les possibilités de coloniser la Pologne occupée et le projet préparé par l'Office de Politique Raciale y servait d'indication [50]; en 1941 - 1942 ces compétences pour tout l'Est revenaient déjà à RFSS Himmler. Les Quartiers et Centres s'occupant de transferts de population embrassaient toujours des territoires nouveaux — la Pologne, le Protectorat, où l'on réserva 500 000 ha à des fonds de colonisation, la Lorraine et l'Alsace, la Slovénie et les terres occupées de l'URSS. La création dans le cadre du Ostministerium, du Siedlungsausschuß sous la direction du prof. K. Meyer-Hetling fut différée jusqu'en été 1942, en ce qui concernait le territoire soviétique, et ce ne fut qu'en septembre 1943 que fut constitué en Ukraine le Département des Affaires de Nationalité allemande et de Colonisation; il fut d'ailleurs formé dans le cadre du Commissariat de Koch auquel RKFDV avait délégué ses pouvoirs. L'opération de créer des Quartiers de colonisation des pays baltes entreprise immédiatement après leur conquête, avait précédé ces activités.

Le cours des événements militaires ainsi que le développement du mouvement de la Résistance avaient dans une certaine mesure influencé les fondements généraux des transferts de population projetés. On y exploita le choc psychologique occasionné par la défaite — en Pologne, en Alsace et en Lorraine p.ex. Les périodes d'offensive militaire freinaient

---

[49] BA Koblenz R 43 II/684a et 1326.

[50] Madajczyk, *Polityka III Rzeszy* ... T. I, p. 291 - 292.

l'exécution des évacuations et, à partir de 1941, les difficultés de transport et la demande de main-d'oeuvre firent suspendre totalement les déplacements de population. Espérant une prompte victoire, on continuait les expulsions et on préparait les groupes de colons. Au tournant de 1942/ /1943 en Alsace et Lorraine et dans la région de Zamość, les adversaires de l'évacuation en temps de guerre avançaient des arguments d'ordre économique et soulignaient la baisse de production d'armement, les perturbations dans la vie économique etc. Le mouvement de la Résistance freina considérablement les déportations en Pologne et en Yougoslavie. Un exposé séparé y est consacré à la région de Zamość — cette résistance se manifestait particulièrement par l'abandon en masse, à la veille de la date prévue pour l'évacuation, des villages désignés — par plus de la moitié des familles sélectionnées, par des attaques contre les colonies allemandes implantées et par l'accroissement général de la résistance de la population. Ainsi en Slovénie, on avait tout d'abord projeté l'évacuation de 260 - 280 000 personnes et, quelques semaines plus tard de 180 000

Table II

Etat de la colonisation (en milliers)

Nombre des évacués	1942		1943		1944	
	I	VII	I	VII	I	VII
Total	–	523,3	547,6	560,7	770	770
en territoire polonais annexé	–	392,2	377,8	383,5	409	404*
dont:						
dans le Wartheland	220,3	232,4	242,5	244,1	245,5	246,0
dans le distr. de Gdańsk-Poméranie	31,9	50,9	51,4	51,5	52,0	51,9
dans la région de Ciechanów	7,1	7,5	7,7	8,1	8,0	8,0
en Haute Silésie	16,4	26,0	33,9	36,3	38,0	36,3
dans le GG	–	–	5,4	7,7	8,7	–
dans la région de Białystok	–	–	–	–	–	–
Autres Pays:						
Lituanie	–	–	–	–	25,4	–
Protectorat de Bohème et de Moravie	–	–	–	–	5,8	–
Lorraine	–	–	–	–	5,0	–
Slovénie du Nord	–	–	–	–	14,9	–

* Pour l'ensemble du territoire annexé on a probablement indiqué non seulement le nombre d'Allemands évacués et déjà installés, mais aussi ceux qui se trouvaient encore dans les camps de transition.

personnes seulement, ce dont 55 000 furent effectivement déportés. Les évacuations furent suspendues, après deux vagues de déportation, en août 1941. Les causes en furent diverses: le développement des luttes de partisans en Yougoslavie occupée, la crainte du mécontentement populaire causé par les transferts, le manque de main-d'oeuvre et le refus par Pavelič d'accueillir des déportés dans son Etat Croate Indépendant dans une situation intérieure tendue et menaçante [51]. Les transferts suivants eurent lieu du mois d'octobre 1941 jusqu'au mois de juin 1942 dans la région frontalière, les évacués furent envoyés dans des camps spéciaux d'où ils devaient partir pour la région de Zamość.

L'influence de la Résistance en URSS se faisait sentir tout autrement. Après la guerre Bach dira en faisant sa déposition, que la lutte contre la Résistance était une des méthodes d'exterminer la population, les Groß-aktionen devant nettoyer des espaces entiers de leur population et les préparer ainsi à la colonisation future.

Conclusion

R. L. Koehl reconnaît trois phases successives de la politique de transferts de population: — de consolidation (1939), — d'essor (1941 - 1942), — de régression lors de la défaite (1943 - 1944). Il considère la conception de peupler les territoires polonais annexés par les Allemands ethniques comme audacieuse et ayant des chances de succès et qui, à l'étranger, pouvait être acceptée comme permettant la suppression du problème des minorités allemands; minorités qui en 1938 - 1939 avaient constitué un élément irrédentiste en Tchécoslovaquie et en Pologne. Seul le cours du temps pouvait montrer que les déclarations de Hitler concernant la séparation définitive des Germains et des Slaves n'étaient que de belles phrases. Selon Koehl, les années 1939 - 1941 constituent une période d'improvisation réussie et de réalisations pratiques. Il ne se rend cependant pas compte du fait que, déjà à cette époque, des éléments de restructuration de l'Europe sur des bases racistes déjà apparurent et qu'ils indiquaient que Hitler, fasciné par le conquête des grands espaces et pensant en catégories de la doctrine et du mouvement, et non de l'Etat, n'était point intéressé par une colonisation allemande limitée.

La deuxième période est, selon le même auteur, caractérisée par la recherche, par Himmler, de nouveaux territoires de colonisation situés loin du Reich, renouant ainsi à la tradition des Chevaliers Teutoniques et voulant ainsi devenir indépendant des Gauleiter qui administraient

[51] Les systèmes d'occupation yougoslave 1941 - 1945, p. 62, 63, 80.

les districts colonisés jusqu'alors. Koehl considère le fait que la SS ait transféré son attention du territoire annexé vers les terres soviétiques occupées où les possibilités de transferts de population étaient illimitées comme le trait le plus caractéristique de cette période. Ce n'était cependant qu'une période de continuation (suivant les possibilités du moment) des déportations — bien que sous des formes nouvelles — sur le territoire annexé au Reich et la préparation de la grande colonisation de l'Etat. Il serait cependant erroné de traiter la colonisation comme une fin en soi; elle était l'un des éléments de la restructuration de l'Europe et non plus seulement de l'impérialisme traditionnel. L'occupation comme la guerre avec l'URSS avaient un caractère exterminateur; Hitler soulignait qu'il s'agissait non de conserver les races ennemies ou de leur permettre de renaître un jour, mais de les détruire ou au moins de les désarmer. Des nations entières devaient être expulsées par voie de déportations après en avoir sélectionné ceux qui représentaient une valeur raciale et exterminé tous les indésirables tant du point de vue racial que politique — c.-à-d. après la suppression de leurs chefs et de leur intelligentsia. Ceci concernait aussi la Pologne où l'on expérimentait des méthodes d'affaiblir la résistance biologique et de réduire le taux d'accroissement de la population. L'Est devait être compris à une échelle jamais vue auparavant dans la Entvölkerungspolitik où les déportations voisinaient avec la „Ausrottung", la stérilisation des gens et autres méthodes. Ainsi donc, dans l'Est, les transferts de population réalisés et projetés par le III[e] Reich au cours des activités militaires diffèrent des transferts en général par la fonction qu'elles devaient remplir dans l'organisation du Lebensraum ainsi que par le trait d'extermination biologique, qui les caractérise. Par contre, dans l'Ouest, les évacuations devaient garder leur caractère traditionnel en tant que méthode de réaliser le révisionnisme territorial et démographique ou d'évacuation pour des raisons militaires.

La troisième période, celle de la débâcle des Nazis et de l'évacuation, n'occupe que peu de place dans l'ouvrage de Koehl.

Je proposerais, pour ma part, d'apporter les corrections suivantes aux données établies par Koehl: — la première période (1939 - 1941) est une nouvelle étape de réorganisation des rapports ethniques en Europe et d'application de nouvelles méthodes à cet effet, on ne se rend pas encore compte de son but final; — la suivante (1941 - 1943) comporte des plans et les premières mesures de restructuration de l'Europe sur des bases raciales, — la troisième enfin (1943 - 1945) est celle de l'évacuation de plusieurs millions de gens tant militaire que policière et pacificatrice, liée à des tentatives de colonisation, réussies p.ex. dans le cas

des Allemands venus des côtes de la Mer Noire et implantés dans le Wartheland.

Ce qui frappe le plus dans ces opérations de transfert de population hitlériennes — tant exécutées que planifiées — ce sont les méthodes non typiques telles que les transferts de la population juive, pour des raisons de camouflage, les déportations en Allemagne de personnes déportées reconnues „de valeur raciale" à des fins de germanisation et l'intention d'y transférer en masse les personnes inscrites au III et IV groupe de la Deutsche Volksliste, la colonisation de type militaire où policier (Wehrbauer, Schutzmannschaftendörfer), „Verdrängung" comme forme de préparation à la déportation à l'étranger, une élimination planifiée de la population des grands centres urbains par voie de famine et de destructions occasionnées par la guerre ou bien l'interdiction de rentrer chez soi après l'évacuation, enfin le projet, non réalisé, de colonisation de l'Est par des populations non allemandes, donc difficiles à germaniser telles que les Lorrains, les Alsaciens et les Slovènes.

Parmi les facteurs freinant l'opération des transferts de population j'énumererais les opérations militaires au cours de la guerre (ce qui avait constitué le fond de la dispute entre Himmler et le Gouverneur Général du GG, H. Frank, concernant la date à laquelle ces transferts devaient commencer); ensuite le mouvement de la Résistance organisée et la résistance spontanée sousestimée par Koehl. La guerre était également la cause du manque de colons, ce dont il a déjà été question auparavant. Les calculs qui concernaient le nombre qui serait nécessaire pour la réalisation des Plans Généraux en prévoyaient un manque considérable. On a l'impression que, en 1942, les autorités hitlériennes c'étaient déjà rendues compte que même une guerre victorieuse allait coûter à l'Allemagne des pertes humaines très élevées, non prévues même dans les projets du „Blitzkrieg"; elles volnaient en même temps coloniser des territoires toujours plus grands. C'est pourquoi sur certaines terres occupées, des modifications sont apportées à la politique démographique, que l'activité germanisatrice s'y élargit et que la pression dans ce sens se fait plus intense, sans pour autant décider de rendre ses résultats durables une fois la guerre victorieusement terminée, et qu'on limite les projets d'évacuation. Faute de colons, une partie de la population locale doit rester sur place, la partie reconnue „de valeur raciale" doit être transférée non sur des terres dites „Heimstätte" nationaux mais sur des territoires colonisés.

Ces choses avaient lieu dans le Protectorat probablement avec l'accord du RFSS, en Poméranie Forster les faisait contre sa volonté, en Lorraine elles se passaient avec son accord. En 1943, la même tendance se mani-

festa de façon imprécise dans le GG où les vastes plans de recherche de personnes d'origine allemande inquiétèrent Greiser, Gouverneur de Poznań et obligèrent Himmler à demander des explications. C'est alors que les Wallons p.ex. sont reconnus comme peuple germanique et que l'on accepte, aux yeux à demi fermés, les déclarations de „germanité" faites par les chefs des oustachis en Yougoslavie.

Traduit par
J. DĄBROWSKA